



## Réalisation des droits de l'enfant en Afrique de l'Ouest : les acteurs renforcés sur le plaidoyer, le lobbying, le réseautage et la mobilisation de ressources

La protection des enfants en Afrique de l'Ouest est encore problématique car étant confrontée à plusieurs défis d'ordre juridique, social et culturel. Ces défis sont relatifs à la violence, à l'exploitation, aux abus exercés sur eux, aux pratiques ...



## Ressources naturelles et changement climatique : un dialogue multipartite pour développer des stratégies de réponses

Dans le domaine des industries extractives telles que l'exploitation minière, pétrolière et gazière, on ne saurait trop insister sur l'importance d'intégrer les principes d'engagement civique, de prévention des conflits et de responsabilité sociale des entreprises.



## Appui de la CEDEAO à la Démocratie, aux Élections et à la Gouvernance: un atelier régional de plaidoyer pour étudier les cas des pays de l'Afrique de l'Ouest



## Liens entre sécurité et développement au Sahel: en vue de nouvelles perspectives ouest africaines, ETG et Gorée Institute évaluent les relations Afrique - Europe



## Session d'apprentissage et de partage entre les jeunes de l'Ecole politique du NIMD Mali et ceux des OSC sénégalaises

Dans le cadre de sa collaboration au sein du Consortium Power Of Dialogue (POD), le Gorée Institute a accueilli son partenaire NIMD Mali pour une visite de travail et de partenariat du 30 septembre au 02 octobre 2024.

## Réalisation des droits de l'enfant en Afrique de l'Ouest : les acteurs renforcés sur le plaidoyer, le lobbying, le réseautage et la mobilisation de ressources



La protection des enfants en Afrique de l'Ouest est encore problématique car étant confrontée à plusieurs défis d'ordre juridique, social et culturel. Ces défis sont relatifs à la violence, à l'exploitation, aux abus exercés sur eux, aux pratiques culturelles néfastes telles que les mariages d'enfant et les mutilations génitales féminines. On peut également noter le décrochage scolaire et la situation des enfants sans actes de naissance.

À cela, s'ajoutent des éléments d'extranéité qui viennent compromettre davantage la réalisation de leurs droits. Il s'agit, entre autres, du changement climatique, des crises sanitaires, des conflits et de la restriction de l'espace civique.

Tous ces éléments mentionnés occultent parfois le travail important abattu par les Etats pour protéger les droits de l'enfant et leur offrir un meilleur cadre de vie propice à leur développement, à leur survie et à leur épanouissement.

En effet, il est constaté que les nombreuses conventions internationales adoptées et ratifiées par certains Etats africains se heurtent très souvent aux réalités socioculturelles au niveau interne, au regard des nombreuses violations exercées à l'endroit des enfants qui, pourtant, sont réprimées par ces mêmes textes.

En plus de la restriction de l'espace civique, les organisations de la société civile travaillant sur la protection et la promotion des droits de l'enfant rencontrent aujourd'hui des problèmes de financement, constituant ainsi une limite à leurs ambitions en faveur des enfants.

Fort heureusement, la société civile étant considérée comme un contrepoids dans un système démocratique, peut recourir à des possibilités d'influence à travers le plaidoyer, le lobbying, le réseautage et même mener des activités de mobilisation de ressources.

Cependant, plusieurs organisations de la société civile de protection des droits de l'enfant ne sont pas assez outillées pour mener ces actions d'influence efficaces.

C'est dans ce contexte que le Gorée Institute, dans le cadre du Programme mondial de Renforcement des Organisations de la Société Civile pour les Droits de l'Enfant (PROSCIDE) a organisé, du 07 au 11 octobre 2024 un **atelier régional de renforcement sur le plaidoyer, le lobbying, le réseautage et la mobilisation des ressources** dont trois (03) jours de renforcement de capacités et deux jours pour la structuration du Réseau.

Ainsi, cette formation de trois jours est suivie de deux jours de discussions entre acteurs des OSC

défenseurs des droits de l'Enfant pour la mise en place d'un Réseau qui regroupe les OSC du Burkina Faso, de la Côte d'Ivoire, du Mali et du Sénégal. Celui-ci s'activera pour l'ouverture d'un espace civique favorable à la réalisation des droits de l'enfant, à la prévention des abus, à l'accès à la justice, à la promotion des droits fondamentaux y compris le renforcement de capacités, le monitoring, la sensibilisation et le plaidoyer.

La mise en place d'un tel collectif ouest-africain pour la protection et la promotion des droits de l'enfant constitue non seulement une initiative stratégique pour la mutualisation des efforts de protection à travers la région, mais aussi facilite la coopération, le partenariat, l'innovation collective, la mobilisation des ressources, le partage des bonnes pratiques et l'amplification de la voix des enfants.

L'atelier régional de formation a permis aux participants et participantes de la Côte d'Ivoire, du Burkina Faso, du Mali et du Sénégal de partager des exemples concrets de succès dans les domaines du plaidoyer, du lobbying, du réseautage et de la mobilisation des ressources. Malgré des contextes nationaux différents, plusieurs succès communs ont été identifiés, notamment des initiatives collaboratives qui ont permis d'atteindre des résultats notables. L'atelier a permis de ressortir les réussites de plaidoyer dans les quatre pays membres:

- **Mali**

La communauté de pratiques pour la défense des droits des femmes et des filles a facilité un « partage

d'expériences » entre des organisations d'intérêts communs. L'intervention ordonnée et le plan d'action commun ont permis d'obtenir des résultats, bien que le manque de financement reste une faiblesse.

- **Sénégal**

Le collectif "Joining Forces", composé de sept organisations, mène un plaidoyer unique auprès de l'État pour améliorer la protection des enfants. Leur « plan d'action commun » et un « système d'autonomisation » bien structuré sont leurs principales forces, même si des défis en matière de positionnement et de leadership persistent.

- **Burkina Faso**

Le consortium "Youth Power", regroupant cinq organisations qui œuvrent pour les DSSR (Droits à la Santé Sexuelle et Reproductive) et la lutte contre les violences basées sur le genre, a un maillage national et applique un programme commun dans cinq régions. La réduction des coûts financiers et la facilitation du financement grâce à la diversité des profils sont des points forts.

- **Côte d'Ivoire**

Le Forum des ONG d'aide à l'enfance a réussi à créer un espace de travail collaboratif avec des « groupes thématiques » pour une meilleure coordination de leurs actions, notamment dans la scolarisation des enfants.



## Ressources naturelles et changement climatique : un dialogue multipartite pour développer des stratégies de réponses



Dans le domaine des industries extractives telles que l'exploitation minière, pétrolière et gazière, on ne saurait trop insister sur l'importance d'intégrer les principes d'engagement civique, de prévention des conflits et de responsabilité sociale des entreprises. Ces industries ont souvent un impact significatif sur les communautés qui sont à la fois sensibles sur le plan social et environnemental, ce qui nécessite une gestion prudente et nuancée pour atténuer les effets négatifs potentiels. Un engagement efficace avec les parties prenantes locales, des stratégies proactives de résolution des conflits et un engagement fort en faveur de la responsabilité sociale sont essentiels pour garantir des pratiques durables et responsables au sein de ces industries.

De plus, l'engagement civique dans la gouvernance des ressources naturelles et la lutte contre le changement climatique revêt une importance cruciale dans le contexte actuel de crise environnementale et sociale. Alors que les défis liés à l'épuisement des ressources naturelles et aux dérèglements climatiques se font de plus en plus pressants, la participation active des citoyens devient essentielle pour garantir une gestion durable et équitable de notre environnement. Ce phénomène transcende les frontières géographiques et culturelles, illustrant l'interdépendance des sociétés humaines et des écosystèmes.

Dans cette optique, cette rencontre vise à explorer les différentes dimensions de l'engagement civique, en mettant en lumière son rôle dans l'élaboration de politiques publiques efficaces, la protection des écosystèmes et la sensibilisation des communautés aux enjeux environnementaux. En examinant des exemples concrets de mobilisation citoyenne, la rencontre a permis de mesurer comment l'implication des citoyens peut influencer la gouvernance des ressources naturelles et contribuer à atténuer les effets du changement climatique. Elle a aussi permis de démontrer que l'engagement civique n'est pas seulement une question de responsabilité individuelle, mais un pilier fondamental d'une gouvernance démocratique et durable.

### Recommandations par thématique :

#### 1. Sensibilisation et Éducation

- Formation des citoyens : informer le public sur les enjeux liés aux ressources naturelles et au changement climatique afin qu'il puisse participer de manière éclairée.
- Campagnes de sensibilisation : utiliser des médias et des événements communautaires pour encourager l'engagement.

## 2. Participation Active

- Consultations publiques : organiser des forums où les citoyens peuvent exprimer leurs préoccupations et suggestions sur les politiques environnementales.
- Initiatives locales : encourager les projets communautaires qui visent à restaurer ou à protéger les ressources naturelles.

## 3. Cocréation de politiques

- Collaboration entre acteurs : impliquer les citoyens, les ONG et le gouvernement dans le développement de politiques environnementales.
- Transparence : assurer que les processus décisionnels soient ouverts et que les citoyens aient accès à l'information.

## 4. Représentation des groupes marginalisés

- Inclusion des voix : mettre en place des mécanismes pour s'assurer que les communautés vulnérables sont représentées dans les discussions sur la gouvernance des ressources.

- Soutien aux initiatives locales : favoriser des projets portés par des groupes souvent sous-représentés.

## 5. Plaidoyer et activisme

- Mobilisation communautaire : encourager les citoyens à s'organiser pour défendre leurs droits environnementaux.
- Partenariats avec des ONG : collaborer avec des organisations qui militent pour des politiques de protection des ressources naturelles.

## 6. Évaluation et Suivi

- Participation à l'évaluation : impliquer les citoyens dans le suivi des projets et politiques pour garantir leur efficacité.
- Feedback continu : mettre en place des mécanismes pour que les citoyens puissent donner leurs avis sur les actions entreprises.



## Appui de la CEDEAO à la Démocratie, aux Élections et à la Gouvernance : un atelier régional de plaidoyer pour étudier les cas des pays de l'Afrique de l'Ouest



Le traité révisé de la CEDEAO de 1993 a marqué un tournant en appelant à une coopération avec les Organisations de la Société Civile (OSC) et à une participation citoyenne accrue dans l'intégration régionale, passant d'une approche centrée sur l'État à un modèle plus "centré sur les personnes". Depuis lors, les OSC ont travaillé avec la CEDEAO sur des questions liées à la gouvernance et à la sécurité, notamment à travers des instruments comme le Protocole de 1999 sur la gestion des conflits et le Cadre de prévention des conflits de 2008. En reconnaissance du rôle des OSC dans la mobilisation des ressources humaines pour le développement, la CEDEAO a établi des partenariats pour sensibiliser sur les enjeux sociaux, politiques et économiques régionaux, en les intégrant dans l'élaboration des plans d'action régionaux.

Les groupes thématiques des OSC, notamment sur la gouvernance démocratique, la paix et la sécurité, ont tenu des consultations et réalisé des études pour renforcer leur participation à l'intégration régionale. Dans le cadre du Charter Project Africa, le Gorée Institute a mené une étude sur la démocratie, la gouvernance et les élections dans quatre pays de l'Afrique de l'Ouest (Sénégal, Bénin, Cap-Vert, Nigeria) en évaluant la mise en œuvre de

la CADEG (Charte africaine de la démocratie, des élections et de la gouvernance). L'étude a permis de faire des recommandations pour renforcer la gouvernance et a servi de base pour un plaidoyer auprès de la CEDEAO.

Enfin, les communautés économiques régionales comme la CEDEAO jouent un rôle clé dans l'intégration économique en Afrique et sont des piliers de l'Union africaine, avec pour objectif de faciliter l'intégration régionale et la construction d'une Communauté économique africaine. Le Gorée Institute prévoit de continuer son plaidoyer auprès de la CEDEAO pour promouvoir la bonne gouvernance et la démocratie en Afrique de l'Ouest. C'est dans ce sillage que s'inscrit cet atelier portant sur « **Appui de la CEDEAO à la démocratie, aux élections et à la gouvernance en Afrique de l'ouest : cas du Sénégal, du Bénin, du Cap-Vert et du Nigeria** »

Dans le cadre de cette rencontre, le renforcement du système de reporting sur la situation des États en matière d'accessibilité aux rapports nationaux, ainsi que le développement de mécanismes de contrôle et d'évaluation des États, ont été des priorités abordées. Il a également été souligné que des réformes organisationnelles étaient nécessaires

pour améliorer l'efficacité, en particulier à travers une restructuration des processus de suivi et d'analyse. En parallèle, l'intensification des actions de monitoring et la promotion des droits de l'homme ont été mises en avant comme essentielles.

La collaboration constructive entre les universités, les institutions de jeunesse et les structures sous-régionales a été encouragée. Enfin, l'élaboration de mécanismes de prévention des conflits a été identifiée comme une priorité.

Cette rencontre a permis, d'une part, de souligner l'importance de la technologie civique comme un levier essentiel pour promouvoir la participation citoyenne et la bonne gouvernance, et, d'autre part, de partager les bonnes pratiques en matière de sécurité dans des contextes où l'espace civique est restreint. Elle a également mis en lumière les avantages de la technologie numérique, notamment en facilitant l'accès à l'information citoyenne et en renforçant la transparence des processus électoraux, tout en identifiant les défis qu'elle présente, notamment en raison des dérives liées à son utilisation.

Cette rencontre a également permis de formuler des recommandations qui seront soumises à la CEDEAO pour une étude approfondie et une éventuelle mise en œuvre. Certaines de ces recommandations sont présentées ci-dessous.

Promouvoir la spécialisation des OSC par groupes thématiques (Civic-Tech, gouvernance, droits humains, promotion de la paix, dialogue politique) pour mieux co-construire avec la CEDEAO les politiques publiques à l'échelle régionale ;

- Renforcer l'engagement de la CEDEAO en faveur du renforcement des capacités de la société civile en matière de mobilisation des ressources pour une contribution qualitative au processus d'intégration régionale ;
- Renforcer les prérogatives de la CEDEAO en matière d'intervention et d'observation des processus électoraux dans les pays membres ;
- Définir les critères liés aux changements anti constitutionnels de gouvernements ;
- Vulgariser les instruments et les décisions politiques de la CEDEAO auprès des populations et des Etats ;
- Intégrer la technologie civique dans la promotion des instruments de la CEDEAO et de l'UA ;
- Mettre en place des instruments juridiques (dans le Protocole) pour renforcer la protection des activistes en ligne et des lanceurs d'alerte.



## Liens entre sécurité et développement au Sahel : en vue de nouvelles perspectives ouest africaines, ETTG et Gorée Institute évaluent les relations Afrique - Europe



Les pays du Sahel continuent de connaître des niveaux élevés de fragmentation interne qui en font des terrains propices à de multiples centres de violence et de contestation du pouvoir. Ces formes de fragmentation rendent de plus en plus difficile l'élaboration de réponses efficaces et cohérentes à des défis complexes en matière de développement et de sécurité, en particulier dans des contextes de fragilité irréductible. Bien que l'Union Européenne (UE) et les pays du Sahel aient développé des instruments et des outils politiques pour aborder le lien entre sécurité et développement, les réponses et les processus sont souvent confrontés à de nombreux défis qui tendent à limiter l'efficacité de la réponse et l'impact des interventions prévues. Les États du Sahel ont de plus en plus l'impression que l'approche de l'UE en matière de développement et de gestion des crises manque de cohérence et est en grande partie influencée par des impératifs nationaux - la crise énergétique actuelle de l'Europe ou les menaces perçues (telles que l'importation de l'extrémisme violent et la migration irrégulière) et les changements géopolitiques internationaux - plutôt que par la poursuite d'objectifs communs et les intérêts de l'Afrique. À l'heure où la concurrence géopolitique est exacerbée et où les perceptions d'une crise du multilatéralisme s'accroissent, un changement de paradigme est nécessaire pour renforcer la coopération entre l'UE et le Sahel, en particulier dans les domaines du développement et de la sécurité.

L'évaluation des implications des polycrises pour les relations Afrique-Europe soulève une série de questionnements concernant les dynamiques géopolitiques, économiques et sociales entre les deux continents. Le terme polycrise désigne une combinaison de crises multiples et interdépendantes telles que les crises économiques, écologiques, sanitaires, géopolitiques et migratoires. Ces crises affectent de manière disproportionnée les pays du Sud, notamment l'Afrique, tout en remodelant les relations internationales. L'impact de ces polycrises sur les relations Afrique-Europe pourrait favoriser un rapprochement mais aussi exposer les divergences sur les priorités stratégiques et les modalités de coopération.

Les deux jours du dialogue multipartite ont abordé les questions suivantes :

- Comment la fragilité croissante de la région (le lien entre sécurité et développement) affecte-t-elle les relations entre l'UE et l'Afrique de l'Ouest (sahélienne) ?
- Que peut-on faire pour améliorer les relations entre l'UE et le Sahel dans le contexte actuel de multipolarité et d'évolution du contexte géopolitique ?

- Quelles sont les principales questions de développement qui touchent cette région et que signifient les défis (conflits, extrémisme violent, changement climatique) et les opportunités (démographie, ressources naturelles) pour l'économie du Sahel ? Comment l'UE, en tant qu'acteur extérieur, peut-elle contribuer au développement durable de la région ?
- Quelle est l'approche de l'UE en ce qui concerne le lien entre sécurité et développement au Sahel et, plus largement, en Afrique de l'Ouest ? Quel rôle le secteur privé (européen et africain) peut-il jouer dans ce domaine ?
- Quelles sont les initiatives existantes (au niveau bilatéral : plans économiques et de développement des États membres de l'UE et multilatérales : Global Gateway) pour créer des partenariats économiques mutuellement bénéfiques avec les pays du Sahel ?
- Quelles mesures les États du Sahel peuvent-ils mettre en place pour s'assurer que les investissements privés de l'UE sont alignés sur les objectifs stratégiques de développement des États membres et contribuent aux résultats escomptés ?
- Quelles sont les principales divergences et sources de mécontentement entre les États d'Afrique de l'Ouest et leurs partenaires européens en matière de prévention et de lutte contre l'extrémisme violent (P/CVE), à l'origine de la dégradation actuelle de leurs relations ?
- Quelles leçons peut-on tirer de plus d'une décennie d'implication significative de l'Europe dans la promotion de la paix et de la sécurité au Sahel, et pourquoi, malgré les ressources financières et militaires substantielles déployées, la région a-t-elle lutté pour trouver des solutions efficaces afin de prévenir et de combattre le terrorisme ?
- Comment les principes de la Résolution 1325 du Conseil de sécurité des Nations unies, à savoir l'inclusion des femmes et des perspectives de genre, peuvent-ils être efficacement intégrés dans les efforts actuels et futurs de consolidation de la paix et de la sécurité afin de favoriser des résultats plus durables dans la région ?

Cette rencontre a permis de ressortir que les polycrises créent une occasion de réévaluer et de redéfinir les relations entre l'Afrique et l'Europe. Si les deux continents sont prêts à travailler sur un partenariat plus égalitaire, cela nécessitera un changement de paradigme dans la manière dont les relations sont structurées, avec un respect des besoins et des priorités de chaque partie. Le modèle de coopération devra être plus flexible, inclusif et orienté sur le long terme, en tenant compte des intérêts réciproques liés à la transition énergétique, à la sécurité, et à la gestion des flux migratoires. Ce partenariat pourrait bien devenir un moteur de transformation pour un avenir plus solidaire et durable. Dans le cadre de sa collaboration au sein du Consortium Power Of Dialogue (POD), le Gorée Institute a accueilli son partenaire NIMD Mali pour



# PARTENARIATS ET RÉSEAUX

## Session d'apprentissage et de partage entre les jeunes de l'Ecole politique du NIMD Mali et ceux des OSC sénégalaises



une visite de travail et de partenariat du 30 septembre au 02 octobre 2024. Pour rappel le consortium du Power of Dialogue regroupe le Gorée Institute, le NIMD, Akina Mama Wa Afrika et le CEMI. Ce programme a pour objectif de contribuer à la création d'un espace démocratique pacifique et d'un processus de prise de décision politique inclusif, réactif et représentatif. Il met l'accent sur l'inclusion des femmes et des jeunes dans la consolidation de la paix, la prévention des conflits et le processus de prise de décision, que l'Institut Gorée considère comme primordial pour la mise en œuvre réussie et la réalisation de l'objectif global du programme POD dans les pays ciblés du Sahel, notamment le Burkina Faso, le Mali, le Niger et le Sénégal.

Lors de cette rencontre, une session d'apprentissage et de partage a été organisée entre les jeunes de l'Ecole politique du NIMD et ceux des organisations de la société civile sénégalaise. Quatre groupes de travail ont été constitués :

- **Groupe Bamako** : travailler sur la participation des jeunes à la gouvernance démocratique
- **Groupe Dakar** : le renouvellement de la classe politique : quelles valeurs pour changer la donne ?
- **Groupe Sikasso** : fake news et désinformation : comment résister à la manipulation ?
- **Groupe Gorée** : engagement citoyen et réseaux sociaux : quels usages pour une démocratie forte?

De ces groupes, sont sorties les recommandations suivantes

- Diminuer la caution aux postes électives ;
- Impliquer les jeunes dans les instances de prise de décision ;

- Prioriser les compétences dans la nomination des directions ;
  - Former et sensibiliser sur la participation citoyenne et la lutte contre la corruption ;
  - Développer la culture de la transparence et de la redevabilité ;
  - Renforcer ce cadre démocratique en inculquant aux jeunes des valeurs démocratiques ;
  - Retourner aux valeurs cardinales africaines ;
  - Outiller les jeunes dans la mise en œuvre de politiques publiques ;
  - Eduquer les populations aux médias et à l'information ;
  - Instaurer un système efficace de régulation et de vérification des informations ;
  - Appliquer les lois contre la cybercriminalité.
- Une nouvelle journée de partage d'expériences a été organisée avec les alumni du GYLA. À l'issue de cette session, les recommandations suivantes ont émergé :
- **Pour les bailleurs**
    - Renforcement des initiatives de consortium
    - Allègement de l'accès aux ressources financières
  - **Pour le Gorée Institute**
    - Accompagnement des initiatives des jeunes
    - Elargir la durée des formations
  - **Pour le NIMD**
    - Renforcement des partenariats avec les bailleurs
    - Intégrer le module Relations internationales dans la formation
    - Multiplier les cadres d'échanges et de partenariat
  - **Pour les bénéficiaires**
    - Prise d'initiatives pour un véritable changement
    - Promotion des programmes



## Session d'apprentissage sur les bonnes pratiques en matière de participation politique des jeunes et d'éducation à la démocratie



Les jeunes représentent une part significative de la population mondiale. Leur engagement dans la politique et les affaires publiques est non seulement vital pour leur propre avenir, mais aussi pour le développement d'une société démocratique saine. Cependant, de nombreux obstacles continuent de limiter leur participation : désintérêt, manque de ressources et parfois même des structures politiques qui ne leur laissent pas la place.

Le Consortium Power of Dialogue composé de Gorée Institute, du NIMD, d'**Akina Mama Wa Afrika** et de CEMI se donne comme objectif de promouvoir et favoriser l'inclusion des femmes et des jeunes dans les instances de prise de décisions. Chaque organisation de ce consortium a mis en place un programme jeune pour élargir la participation politique de cette importante portion de la population d'Afrique de l'Ouest. C'est dans ce contexte qu'une session de partage d'expériences entre les différents membres du Consortium a été organisée à TUNIS. Cette rencontre avait pour objectif, non seulement de réunir les acteurs du POD sur une même thématique, mais aussi de bénéficier d'un partage d'expériences mutuel afin de tirer les bonnes pratiques et les leçons apprises des différents programmes sur la jeunesse.

Cette rencontre a permis de :

- Comprendre l'importance de la participation politique des jeunes.
- Identifier les obstacles à cette participation et discuter des solutions.
- Explorer des bonnes pratiques et des initiatives inspirantes.
- Promouvoir l'éducation à la démocratie comme un levier d'engagement.



## **Gorée Institute**

### **CENTRE POUR LA DÉMOCRATIE, LE DÉVELOPPEMENT ET LA CULTURE EN AFRIQUE**

#### **VISION**

Le Gorée Institute œuvre à l'avènement d'une Afrique paisible, juste et prospère, plus présente sur la scène internationale, dotée de sociétés engagées, d'institutions fortes et de citoyens ouverts et autosuffisants, avec des États démocratiques et efficaces, des entreprises prospères et transparentes ainsi qu'une société civile indépendante et engagée.

#### **MISSION**

Notre mission est de promouvoir l'émergence de sociétés justes, paisibles et autosuffisantes en Afrique. Nous la réalisons en nous efforçant d'élargir la gamme des paradigmes, des outils, du savoir-faire et des connaissances pouvant promouvoir l'émergence de sociétés paisibles et autosuffisantes. Dans ce but, nous renforçons également les capacités des institutions et des individus qui constituent ces sociétés et qui œuvrent pour leur établissement. Ce faisant, nous optimisons l'utilisation des ressources humaines, créatrices et financières du continent, tout en exploitant et en adaptant les meilleures pratiques venant d'ailleurs.

#### **VALEURS**

Le dévouement de l'ensemble du personnel à l'Institut et à sa mission constitue notre principal atout. L'innovation, la créativité, la pensée critique ainsi que la participation aux réseaux d'action sont, par excellence, nos valeurs, compétences et activités essentielles.

#### **Gorée Institute**

Residence Bibi, Rue des Gourmets  
BP: 05 Ile de Gorée, Dakar, Sénégal  
Telephone: +221 33 849 48 49  
Email: [info@goreeinstitut.org](mailto:info@goreeinstitut.org)  
Site web: <https://goreeinstitut.org>

